

Résultats semestriels 2019

Le Conseil d'Administration de Lydec, réuni à Casablanca le jeudi 26 septembre 2019, a arrêté les comptes sociaux de Lydec pour la période close au 30 juin 2019. Ceux-ci font apparaître un chiffre d'affaires de 3 593 millions de dirhams et un résultat net de 69 millions de dirhams.

Au cours du 1^{er} semestre 2019, les investissements de la Gestion Déléguée se sont élevés à 385 millions de dirhams, dont 171 millions de dirhams financés par le Délégué.

Principaux faits marquants du 1^{er} semestre 2019

- Tenue de deux comités de suivi du contrat de Gestion Déléguée, sous l'autorité du Président de l'Autorité Déléguée, en février 2019, avec principalement à l'ordre du jour la validation des budgets d'investissements, et des décisions concernant les audits 2016-2017 et le dossier de la retraite.
- Maintien des certifications QSE pour l'ensemble des activités de Lydec (ISO 9001, OHSAS 18001), extension de la certification ISO 14001 aux sites du poste source « Sidi Othmane Livraison » et de la station de traitement El Hank (en plus des sites Eaucéan, poste source Dar Bouazza et Station d'épuration de Médiouna déjà certifiés) et renouvellement de la certification du système de management de la sécurité de l'information selon le référentiel NM ISO 27001, suite à l'audit du système de management intégré de Lydec.
- Accélération du programme de travaux visant la protection de la ville contre les risques d'inondations :
 - Finalisation du dalot de stockage des eaux pluviales « HA2 », d'une longueur de 1,2 km et d'une capacité de 9 000 m³, pour un coût global de 30 Mdhs, réalisé dans le cadre de l'extension du réseau d'assainissement et de la protection de la zone de Sidi Moumen contre les inondations ;
 - Démarrage des travaux de réalisation de la galerie de stockage des eaux pluviales « Hay Sadri », dans le cadre de la protection de la zone Est de Casablanca contre les inondations. D'une longueur de 1,35 km et d'une capacité de 14 000 m³, le coût global de ce projet s'élève à 182 Mdhs ;
 - Démarrage des travaux de réalisation du système d'assainissement liquide de la Route Nationale n°1 : un ensemble de stations de pompage, galeries souterraines et collecteurs permettant la lutte contre les débordements. Le coût global du projet est estimé à 314 Mdhs.
- Accompagnement continu de la ville dans la réalisation de nombreuses opérations d'aménagement urbain. Parmi les principaux travaux réalisés à fin juin 2019 :
 - Déviations et/ou protection des réseaux le long des lignes T3 et T4 du tramway ;
 - Études des déviations et/ou de protection des réseaux relatives au projet de ligne L5 du Bus à Haut Niveau de Service ;
 - Mise en place de l'éclairage de la Corniche et du quartier art déco selon les recommandations du Schéma Directeur d'Aménagement Lumière.

Résultats financiers du 1^{er} semestre 2019

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2019 s'élève à 3 593 Mdhs, en hausse de 3,7% par rapport à 2018. Cette hausse est due à une amélioration de 31% des recettes de travaux et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une légère croissance des ventes de fluides de 0,4%.

Eau potable :

- Le chiffre d'affaires d'eau potable au cours du 1^{er} semestre atteint 632 Mdhs, en hausse de 4,5% par rapport au 1^{er} semestre 2018.
- Les volumes vendus enregistrent une croissance de 3,5% sur la même période, due principalement à une hausse des ventes aux particuliers et aux administrations, liée aux conditions climatiques.
- Le rendement du réseau s'améliore de 0,7 points à 77,4% (vs. 76,7% en 2018) reflétant la poursuite de la mobilisation des équipes autour de la performance du réseau.

Électricité :

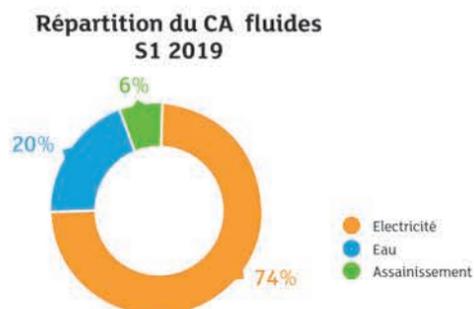
- Légère baisse du chiffre d'affaires électricité au 1^{er} semestre de l'année de 0,7% comparé à 2018, celui-ci s'établit à 2 292 Mdhs.
- En volumes, les ventes d'électricité affichent un léger repli de 0,6% dû principalement à la baisse des consommations des clients Industriels combinée à l'effet de la forte baisse de la consommation des clients Grand public impactée par les conditions climatiques du 1^{er} trimestre de l'année.
- Le rendement du réseau à fin juin 2019 s'établit à 93,3%, stable par rapport à 2018.

L'Excédent Brut d'Exploitation ressort à 457 Mdhs, en hausse de 2% par rapport à 2018, résultant principalement de la bonne maîtrise des charges d'exploitation de la Gestion Déléguée.

Le résultat financier s'élève à -33 Mdhs, en amélioration par rapport au 1^{er} semestre 2018.

Le résultat net atteint 69 Mdhs, en baisse de 33,7%, due principalement à des éléments non récurrents dont avait bénéficié le premier semestre de l'année 2018, en lien avec la clôture des audits de la Gestion Déléguée et la compensation tarifaire eau relative à l'exercice 2017.

Retraité de ces éléments non récurrents, le résultat net ressort à 55 MDH, en évolution de -8% par rapport au premier semestre 2018.



Contact analystes et investisseurs :

Jihane TAMIM - Responsable Relations Investisseurs • jihane.tamim@lydec.co.ma • 05 22 54 90 44

Contact médias :

Bouchra SABIB - Chargée des Relations Médias • bouchra.sabib@lydec.co.ma • 05 22 54 90 22

Comptes sociaux au 30 juin 2019

En DH

BILAN ACTIF	AU 30 JUIN 2019		AU 31 DÉCEMBRE 2018	
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF				
I - ACTIF IMMOBILISÉ DOMAINE CONCEDE	26 755 735 550,87	14 532 496 436,95	12 223 239 113,92	12 451 746 738,09
Immobilisations terminées				
Immobilisations renouvelables récupérées auprès de la CUC	4 501 314 340,78	4 493 195 284,18	8 119 056,60	9 413 767,13
Immobilisations financées par le Fonds de Travaux	5 294 152 158,92	2 228 545 777,48	3 065 606 381,44	2 921 594 508,96
Immobilisations financées par Lydec	8 577 573 095,41	4 956 347 235,70	3 621 225 859,71	3 589 454 969,78
Immobilisations financées par les Tiers	2 051 045 486,36	1 285 938 212,48	765 107 273,88	757 249 005,81
Immobilisations reçues gratuitement	3 804 602 750,44	1 568 469 927,11	2 236 132 823,33	2 329 374 065,48
Immobilisations en cours				
Immobilisations en cours financées par Fonds de Travaux	1 405 399 877,83	-	1 405 399 877,83	1 499 604 590,62
Immobilisations en cours financées par Lydec	553 755 848,12	-	553 755 848,12	636 282 700,69
Immobilisations en cours financées par les Tiers	509 885 589,69	-	509 885 589,69	449 304 413,44
Fonds de retraite	58 006 403,32	-	58 006 403,32	259 468 716,18
I - B - ACTIF IMMOBILISÉ DOMAINE PRIVE	10 278 099 701,48	6 255 239 734,36	4 022 859 967,12	4 159 307 163,86
Immobilisations en non valeur	413 181 890,30	396 277 968,16	16 903 922,14	17 233 046,25
Frais préliminaires	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	413 181 890,30	396 277 968,16	16 903 922,14	17 233 046,25
Prime de remboursement des obligations	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	9 239 467 307,05	5 297 979 396,60	3 941 487 910,45	4 069 798 874,42
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61	-	-
Brevet, marques, droits, et valeurs similaires	107 590 016,91	92 871 559,63	14 718 457,28	17 752 926,29
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (Financement Délégitaire)	9 131 328 943,53	5 204 559 490,36	3 926 769 453,17	4 052 045 948,13
Immobilisations corporelles	616 527 425,32	553 898 369,60	62 629 055,72	70 536 387,99
Terrains	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	1 037 866,64	111 298,77	119 248,69
Matériel et outillage	321 184 962,60	290 993 515,23	30 191 447,37	35 903 548,24
Matériel de transport	67 255 608,11	57 422 046,09	9 833 562,02	11 253 746,65
Matériel mobilier de bureau	46 445 861,72	45 015 647,60	1 430 214,12	1 461 278,02
Matériel informatique	166 087 476,44	145 071 692,99	21 015 783,45	21 735 316,40
Autres immobilisations corporelles	14 404 351,04	14 357 601,05	46 749,99	63 249,99
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations financières	8 923 078,81	7 084 000,00	1 839 078,81	1 738 855,20
Prêts et créances immobilisées	1 839 078,81	-	1 839 078,81	1 738 855,20
Titres de participation	7 084 000,00	7 084 000,00	-	-
Ecarts de conversion				
Diminution des créances financières	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement	-	-	-	-
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISÉ DC & DP	37 033 835 252,35	20 787 736 171,31	16 246 099 081,04	16 611 053 901,95
II - ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)				
Stocks (F)	34 625 051,78	11 050 854,21	23 574 197,57	22 033 149,95
Matières et fournitures consommables	34 625 051,78	11 050 854,21	23 574 197,57	22 033 149,95
Créances de l'actif circulant (G)	3 245 498 971,77	415 760 322,42	2 829 738 649,35	2 673 839 890,08
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	62 736 788,39	57 422 046,09	5 314 742,30	473 884,46
Clients et comptes rattachés	2 305 078 585,35	393 931 225,38	1 911 147 359,97	1 914 925 425,22
Personnel débiteur	59 287 939,53	-	59 287 939,53	66 205 082,44
Etat débiteur	270 353 327,15	-	270 353 327,15	217 939 270,82
Comptes d'associés débiteurs	478 084 874,08	21 829 097,04	456 255 777,04	441 011 206,11
Autres débiteurs	69 957 457,27	-	69 957 457,27	33 285 021,03
Comptes de régularisation actif	310 000 000,00	-	310 000 000,00	390 000 000,00
Titres et valeurs de placement (H)	310 000 000,00	-	310 000 000,00	390 000 000,00
Bons du Trésor (Fonds de travaux)	310 000 000,00	-	310 000 000,00	390 000 000,00
Placements Lydec	0,09	-	0,09	0,09
Ecarts de conversion actif circulant (I)	-394,17	-	-394,17	13 311,74
(Eléments circulants)	-	-	-	-
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F+G+H+I)	3 590 123 629,47	426 811 176,63	3 163 312 452,84	3 085 886 351,86
III - TRÉSORERIE - ACTIF				
Chèques et valeurs à encaisser	172 416 757,40	4 395 283,18	168 021 474,22	61 448 290,05
Fonds externes	12 190 123,06	-	12 190 123,06	4 597 064,74
Banques	43 777 321,99	-	43 777 321,99	1 242 496 638,64
Caisses	563 126,79	-	563 126,79	274 272,78
TOTAL III - TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	228 947 329,24	4 395 283,18	224 552 046,06	1 308 814 266,21
TOTAL GENERAL ACTIF	40 852 906 211,06	21 218 942 631,12	19 633 963 579,94	21 005 754 520,02

En DH

COMpte DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)	OPERATIONS			
	PROPRIÉS A L'EXERCICE (1)	CONCERNANT LES EXERCICES PRÉCÉDENTS (2)	TOTAUX DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
I - PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises (en l'état)	3 103 323 951,45	-	3 103 323 951,45	3 090 077 197,19
Ventes de biens et services	490 024 190,36	-	490 024 190,36	373 973 738,70
Variation de stocks de produits	-	-	-	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	57 021 171,95	-	57 021 171,95	59 743 468,28
Subventions d'exploitation	-	-	-	-
Autres produits d'exploitation	-	-	-	-
Reprises d'exploitation - transfert de charges	34 987 967,65	-	34 987 967,65	36 136 369,54
TOTAL I	3 685 357 281,41	-	3 685 357 281,41	3 559 930 773,71
II - CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats revendus de marchandises	2 152 928 593,83	-	2 152 928 593,83	2 138 608 722,02
Achats consommés de matières et fournitures	496 309 801,81	-	496 309 801,81	379 154 738,45
Autres charges externes	146 090 279,42	1 620 276,12	1 477 366,54	144 452 567,92
Impôts et taxes	2 705 009,99	-	2 705 009,99	5 269 267,53
Charges de personnel	387 501 838,27	30 341 617,06	417 843 455,33	431 922 550,50
Autres charges d'exploitation	75 000,00	-	75 000,00	60 000,00
Dotations d'exploitation	341 854 295,70	-	341 854 295,70	313 941 974,89
TOTAL II	3 527 464 819,02	31 961 893,18	3 559 426 712,20	3 413 409 821,31
III - RESULTAT D'EXPLOITATION (III = I-II)				
IV - PRODUITS FINANCIERS				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	-	-	-	-
Gains de change	273 331,39	-	273 331,39	39 217,15
Intérêts et autres produits financiers	1 371 163,84	1 529 865,69	2 901 029,53	1 624 446,64
Reprises financières - transfert de charges	3 256 141,46	-	3 256 141,46	4 039 327,44
TOTAL IV	4 900 636,69	1 529 865,69	6 430 502,38	5 702 991,23
V - CHARGES FINANCIÈRES				
Charges d'intérêts	39 081 132,30	-	39 081 132,30	41 789 154,50
Pertes de change	265 448,10	-	265 448,10	359 253,07
Autres charges financières	-	11 868,45	11 868,45	21 075,65
Dotations financières	-	-	-	-
TOTAL V	39 346 580,40	11 868,45	39 358 448,85	42 169 483,22
VI - RESULTAT FINANCIER VI = (IV-V)				
VII - RESULTAT COURANT VII = (III+VI)				
			93 002 622,74	110 054 460,41

En DH

COMpte DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) (SUITE)	OPERATIONS			
	PROPRIÉS A L'EXERCICE (1)	CONCERNANT LES EXERCICES PRÉCÉDENTS (2)	TOTAUX AU 30 JUIN 2019 (3) = (1)+(2)	TOTAUX AU 30 JUIN 2018
VIII - RESULTAT COURANT (Report)			93 002 622,74	110 054 460,41
VIII - PRODUITS NON COURANTS				
Produits des cessions d'immobilisation	133 050,00	-	133 050,00	266 319,70
Subventions d'équilibre	-	-	-	-
Reprises sur subvention d'investissement	-	-	-	-
Autres produits non courants	298 620,18	27 645 201,51	27 943 821,69	22 090 533,26
Reprises non courantes - transfert de charges	-	-	-	30 000 000,00
TOTAL VIII	431 670,18	27 645 201,51	28 076 871,69	52 356 852,96
IX - CHARGES NON COURANTES				
Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	11 337,08	-	11 337,08	7 448,55
Subventions accordées	-	-	-	-
Autres charges non courantes	5 430 664,23	582 755,27	6 013 419,50	2 251 618,61
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	-	-	-	-
TOTAL IX	5 442 001,31	582 755,27	6 024 756,58	2 259 067,16
X - RESULTAT NON COURANT X = (VIII-IX)			22 052 115,11	90 097 783,80
XI - RESULTAT AVANT IMPÔTS XI = (VII-X)			115 054 737,85	160 152 246,21
XII - IMPÔTS SUR LES RESULTATS			46 029 855,83	55 984 314,84
XIII - RESULTAT NET (XII-XI)			69 024 882,02	104 167 931,37
XIV - TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			3 719 864 655,48	3 612 990 617,90
XV - TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			3 650 839 773,46	3 513 822 686,53
XVI - RESULTAT NET (Total des produits - total des charges)			69 024 882,02	104 167 931,37

Comptes sociaux au 30 juin 2019

En DH

ETAT DES SOLDES DE GESTION (ESG)

	TOTAUX AU 30 JUIN 2019	TOTAUX AU 30 JUIN 2018
TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (TFR)		
1 + Ventes de fluides	3 103 323 951,45	3 090 077 197,19
2 - Achats de fluides	2 152 928 593,83	2 138 608 722,02
I = MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	950 395 357,62	951 468 475,17
II + PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4-5)	547 045 362,31	433 717 206,98
3 Ventes de biens et services produits	490 024 190,36	373 973 738,70
4 Variation de stocks	-	-
5 Immobilisations produites	57 021 171,95	59 743 468,28
III - CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)	644 020 357,35	523 607 306,37
6 Achats consommés de matières et de fournitures	496 309 801,81	379 154 738,45
7 Autres charges externes	147 710 555,54	144 452 567,92
IV + VALEUR AJOUTÉE (II-III-III)	853 420 362,58	861 576 375,78
8 + Subventions d'exploitation reçues	-	-
9 - Impôts et taxes	2 705 009,99	5 269 267,53
10 - Charges de personnel	417 843 455,33	431 922 550,50
V - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (I-EBI)	432 871 897,26	424 386 557,75
+ INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBI)	-	-
11 + Autres produits d'exploitation	-	-
12 - Autres charges d'exploitation	75 000,00	60 000,00
13 + Reprises d'exploitation : transfert de charges	34 987 967,65	36 136 369,54
14 + Dotations d'exploitation	341 854 295,70	313 941 974,89
VI - RESULTAT D'EXPLOITATION	125 930 569,21	146 520 952,40
VII - RESULTAT FINANCIER	-32 927 946,47	-36 466 491,99
VIII + RESULTAT COURANT	93 002 622,74	110 054 460,41
IX - RESULTAT NON COURANT	22 052 115,11	50 097 785,80
15 - Impôts sur les sociétés	46 029 855,83	55 984 314,84
X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE	69 024 882,02	104 167 931,37
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)		
I - RESULTAT NET DE L'EXERCICE	69 024 882,02	104 167 931,37
+ Bénéfice	69 024 882,02	104 167 931,37
- Perte	-	-
2 + Dotations d'exploitation	307 703 959,50	281 968 093,74
3 + Dotations financières	-	-
4 + Dotations non courantes	-	-
5 - Reprises d'exploitation	-	-
6 - Reprises financières	-	-
7 - Reprises non courantes	-	-30 000 000,00
8 - Produits des cessions d'immobilisations	-133 050,00	-266 319,70
9 + Valeurs nettes d'amort. immobilisations cédées	11 337,08	7 448,55
I - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)	374 607 128,60	355 877 153,96
10 - Distribution de bénéfices	196 000 000,00	196 000 000,00
II - AUTOFINANCEMENT	180 607 128,60	159 877 153,96

En DH

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

SYNTHESE DES MASSES DU BILAN	AU 30 JUIN 2019		AU 31 DÉCEMBRE 2018		VARIATION (a - b)	
	(a)	(b)	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
Financement permanent	15 168 262 950,92	15 562 836 477,47	394 573 526,55	-	-	-
Actif immobilisé	16 246 099 081,04	16 611 053 901,95	-	-	364 954 820,91	-
Fonds de roulement fonctionnel (A)	-1 077 836 130,12	-1 048 217 424,48	29 618 705,64	-	-	-
Actif circulant	3 163 312 452,84	3 085 886 351,86	77 426 100,98	-	-	-
Passif circulant	3 873 873 683,44	3 707 471 018,73	-	-	166 402 664,71	-
Besoin de financement global (B)	-710 561 230,60	-621 584 666,87	-	-	88 976 563,73	-
TRESORERIE NETTE (A-B)	-367 274 899,52	-426 632 757,61	59 357 858,09	-	-	-
II - RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE						
Autofinancement (A)						
Capacité d'autofinancement	-	180 607 128,60	-	-	567 985 344,94	-
Distribution de bénéfices	-	376 607 128,60	-	-	763 985 344,94	-
Cession et réduction d'immobilisation (B)	-	133 050,00	-	-	266 319,70	-
Cession d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-
Cession d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-
Cession d'immobilisations financières	-	133 050,00	-	-	266 319,70	-
Récupération sur créances immobilisées	-	-	-	-	-	-
Augmentation des capitaux propres assimilés (C)	-	-	-	-	-	-
Augmentation du capital	-	-	-	-	-	-
Augmentation des réserves	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement (D)	-	30 464 411,80	-	-	58 296 877,18	-
Dépôts de garantie	-	30 464 411,80	-	-	58 296 877,18	-
Emprunt à long terme	-	-	-	-	-	-
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	-	211 204 590,40	-	-	626 548 541,82	-
II - EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE						
Acquisition, augmentation d'immobilisation (E)	166 588 991,60	-	482 765 491,72	-	-	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	4 936 311,72	-	24 172 099,71	-	-	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles	161 552 456,27	-	458 615 186,31	-	-	-
Augmentation d'immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	100 223,61	-	-21 794,30	-	-	-
Remboursement des capitaux propres (F)	-	-	-	-	-	-
Remboursement des dettes de financement (G)	69 555 196,20	-	220 851 540,26	-	-	-
Dépôts de garantie	14 555 196,20	-	30 851 540,26	-	-	-
Emprunt à long terme	55 000 000,00	-	190 000 000,00	-	-	-
Acquisition d'immobilisation en non valeur (H)	4 679 108,24	-	10 003 061,00	-	-	-
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	240 823 296,04	-	713 620 092,98	-	-	-
III - VARIATION BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL						
	-	88 976 563,73	195 308 522,44	-	-	-
IV - VARIATION DE LA TRESORERIE						
	59 357 858,09	-	-	-	282 390 073,60	-
TOTAL GENERAL	300 181 154,13	300 181 154,13	908 928 615,42	908 928 615,42	-	-

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES A L'ENTREPRISE

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

I - ACTIF IMMOBILISE	
A - EVALUATION A L'ENTREE	
Immobilisations en non-valeurs	Somme des coûts engagés pour la réalisation de ces charges
Immobilisations incorporelles	Total des dépenses engagées pour acquérir l'élément incorporel
Immobilisations corporelles	Coût d'acquisition (prix d'achat - frais accessoires)
Immobilisations financières	Valeur nominale
B - CORRECTIONS DE VALEUR	
Méthodes d'amortissements	Autres immobilisations incorporelles (financement Délégué) : amortissement de caducité
Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Reste du poste immobilisations : amortissement linéaire
Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	N/A
II - ACTIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
A - EVALUATION A L'ENTREE	
Stocks	CUMP
Créances	Valeur nominale
Titres et valeurs de placement	Valeur nominale
B - CORRECTIONS DE VALEUR	
Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Antériorité et nature de l'actif circulant
Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
III - FINANCEMENT PERMANENT	
Méthodes de réévaluation	N/A
Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	N/A
Dettes de financement permanent	Valeur d'émission de l'emprunt
Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Evaluation individuelle du risque
Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
IV - PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)	
Dettes du passif circulant	Valeur nominale de la dette
Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Evaluation individuelle du risque
Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
V - TRESORERIE	
Trésorerie - actif	Valeur nominale
Trésorerie - passif	Valeur nominale
Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	N/A
VI - ECOULEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES SUR LES VENTES	
VENTES DE FLUIDES	Chiffre d'affaires facturé au titre des consommations de l'exercice
	Evaluation en fin de période de l'énergie en compteur non facturée
	Méthode "à l'avancement" des travaux
VENTES DE TRAVAUX	
VII - EMPRUNTS OBLIGATAIRES DE L'AUTORITE DELEGANTE	
Méthode d'évaluation	Capital restant dû au titre des emprunts obligataires émis par Lydec pour le compte de l'Autorité Déléguée dans le cadre du financement de l'externalisation du régime de retraite du personnel statutaire.
VIII - DROITS A REVISION ECONOMIQUE	

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II - Dérogations aux principes des méthodes d'évaluation comptables fondamentaux		Néant
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

En DH

TABLEAU DES PROVISIONS

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS		REPRISES		MONTANT FIN EXERCICE
		D'EXPLOITATION	FINANCIERES	D'EXPLOITATION	FINANCIERES	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	7 084 000,00	-	-	-	-	7 084 000,00
2. Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-
3. Provisions durables pour risques et charges	-	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL (A)	7 084 000,00	-	-	-	-	7 084 000,00
4. Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	410 080 406,80	27 800 282,41	-	11 069 512,58	-	426 811 176,63
5. Autres Provisions pour risques et charges	41 614 586,79	6 350 054,01	-	70 000,00	-	47 894 640,80
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	4 395 283,18	-	-	-	-	4 395 283,18
SOUS TOTAL (B)	456 090 276,77	34 150 336,42	-	11 139 512,58	-	479 101 100,61
TOTAL (A+B)	463 174 276,77	34 150 336,42	-	11 139 512,58	-	486 185 100,61

Comptes sociaux au 30 juin 2019

PASSIFS EVENTUELS

I - Audit de la gestion déléguée 1997-2006, 2007-2011, 2012-2013, 2014-2015 et 2016-2017

1- Audit de la gestion déléguée 1997-2006

Pour rappel, en date du 3 mai 2013, le comité de suivi a décidé la constitution d'une commission mixte aux fins de lui faire des propositions de résolution de ce dossier. Cette commission s'est réunie en juillet 2013 puis a repris ses travaux en mai 2014 afin d'examiner chacune des observations formulées de part et d'autre. En juillet 2014, à l'issue de 4 réunions, la DRSC a pris acte de l'évolution du dossier et demandé l'avis de tiers experts indépendants.

Suite à différents échanges et notamment une réunion tenue le 29 décembre 2014, sous la présidence du président de l'Autorité déléguée et de Lydec, un protocole d'accord a été signé et stipule notamment que les redressements relatifs à l'assistance technique, aux rendements et à la question spécifique de la retraite (créance de 403 MDhs) sont devenus sans objet. Ce protocole invitait la commission mixte à s'adjoindre les services d'un expert indépendant pour statuer sur les autres points au plus tard fin avril 2015.

L'Autorité déléguée et Lydec ont lancé le 02/03/2015 une consultation restreinte qui a abouti au choix du cabinet SNC Lavalin pour le volet comptable du dossier et le cabinet Baker & McKenzie pour le volet juridique.

Les rapports définitifs de l'expertise ont été remis en juillet 2015. Les conclusions confirment globalement les positions de Lydec.

Suite à cette expertise, la commission mixte a repris ses travaux en octobre et novembre 2015 et rendu compte de l'avancement du dossier au comité de suivi de la Gestion Déléguée réuni le 21 janvier 2016. Ce dernier a pris acte de l'avancement du dossier et demandé à la commission mixte de poursuivre et conclure ses travaux.

La commission mixte a repris ses travaux en janvier 2017 suite aux recommandations du Comité de Suivi du 29 décembre 2016 d'accélérer le processus de révision du Contrat de Gestion Déléguée. Les parties ont passé en revue le dossier de l'audit 1997-2006 (contexte, historique avec ses différentes étapes, position du SPC/AD arrêtée sur la base des conclusions de l'expertise indépendante).

Lors du Comité de Pilotage tenu le 15 décembre 2017, il a été proposé de solder définitivement l'audit 1997-2006 dans le cadre d'une transaction globale à travers un engagement d'investissements du délégataire en plus de ses engagements contractuels. Ce Comité n'a pas validé cette proposition du fait d'un désaccord sur la modalité de mise en œuvre permettant de clôturer définitivement ce dossier et a renvoyé vers le prochain Comité de pilotage de la révision.

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a décidé de clôturer le dossier relatif à l'audit 1997-2006 (voir point 3 ci-dessous).

2- Audits de la gestion déléguée 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015

Les dossiers des audits de la gestion déléguée des périodes 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015 ont été examinés dans le cadre des travaux de la commission mixte en charge du bilan du passé. Cette commission a notamment convenu d'arrêter une situation « bilanciel » du Fonds de Travaux à fin 2015 sur la base de laquelle les redressements seraient analysés. A date, suites à ces échanges, le 17 septembre 2016, l'Autorité déléguée sur les conclusions des audits 2007-2015. Cette position prend en compte l'abandon de certains redressements. Lydec a répondu à la position définitive en renvoyant un dossier complet de réponse sur les points soulevés dans la position définitive du SPC.

Lors du Comité de Pilotage tenu le 15 décembre 2017, il a été proposé de solder définitivement l'audit 2007-2015 dans le cadre d'une transaction globale à travers un engagement d'investissements du délégataire en plus de ses engagements contractuels. Ce Comité n'a pas validé cette proposition du fait d'un désaccord sur la modalité de mise en œuvre permettant de clôturer définitivement ce dossier et a renvoyé vers le prochain Comité de pilotage de la révision.

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a décidé de clôturer le dossier relatif aux audits du Contrat de Gestion Déléguée (CGD) réalisés sur les périodes 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015 (voir point 3 ci-dessous).

3- Clôture des dossiers relatifs aux audits du CGD réalisés sur les périodes 1997-2006, 2007-2011, 2012-2013, 2014-2015 et 2016-2017

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a adopté les solutions proposées lors de la Commission Technique Principale (CTP) du 20 avril 2018 afin de clôturer le dossier relatif aux audits du CGD réalisés sur les périodes 1997-2006, 2007-2011, 2012-2013, et 2014-2015 à savoir :

- verser avant le 31/12/2017, au compte du FDT, un montant de 35 MDH ;
- réaliser par Lydec en 2018, une enveloppe d'investissement au-delà de ses engagements contractuels, d'un montant de 42 MDH net (hors FG&FF) ;
- réserver par Lydec, au-delà de ses engagements contractuels, une enveloppe de 111,27 MDH net (hors FF&FG) au projet d'assainissement pluvial de Hay Sadri. Ce projet dont la réalisation doit s'étaler sur deux ans, est prévu de démarrer en 2018.

4- Audit de la gestion déléguée 2016-2017

Les audits de la gestion déléguée au titre des périodes 2016-2017 ont démarré en mai 2018 dans le cadre des travaux de la révision contractuelle. En date du 28 février 2019, un comité de pilotage a été tenu et a validé les propositions de la commission mixte SPC/Lydec présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir :

II - Audit de valorisation des investissements 2007-2015 et 2016-2017

1- Audit de valorisation des investissements 2007-2015

Pour rappel, Lydec avait reçu le rapport provisoire de valorisation des investissements (partie métiers) le 30 juin 2016 avec des redressements/demandes d'explication auxquelles Lydec avait répondu en septembre 2016 en rejetant l'essentiel des redressements et en apportant les compléments d'information / clarifications nécessaires.

Le 30 janvier 2017, Lydec a reçu le rapport définitif relatif à la valorisation des investissements (partie métiers). Lydec a répondu en date du 14 avril 2017 en confirmant sa position initiale et en rejetant l'essentiel des redressements. La dernière position du SPC/AD a été transmise en date du 10 novembre 2017, à laquelle Lydec a répondu en date du 17 novembre 2017.

Le 11 avril 2017, Lydec a reçu le rapport définitif sur la valorisation des moyens communs. Une réponse complète a été faite par Lydec le 17 mai 2017.

Lydec a également transmis l'ensemble des éléments demandés pour la mission de valorisation des investissements de l'échantillon complémentaire, pour laquelle le rapport était attendu début 2018. D'un commun accord entre les parties, l'analyse de l'échantillon complémentaire viendra en lieu et place de l'extrapolation qui était initialement proposée pour couvrir l'ensemble des investissements de la période 2007-2015.

En date du 20 novembre 2017, le SPC/AD a également transmis un rapport provisoire sur les prestations effectuées par les sociétés apparentées. Ce rapport incluait des demandes d'informations complémentaires qui ont depuis été transmises. Le rapport définitif de cette mission était attendu début 2018.

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a adopté les solutions proposées lors de la CTP du 20 avril 2018 afin de clôturer le dossier relatif à la valorisation des investissements sur la période 2007/2015 à savoir : 126,7 MDH à régulariser par Lydec à travers le bilan des passifs, 24,5 MDH considérés comme déjà traités et régularisés et 25,4 MDH concernant les dossiers « à suivre » qui feront l'objet d'un protocole spécifique qui amènera les modalités de leur suivi.

2- Audit de valorisation des investissements 2016-2017

L'audit de valorisation des investissements 2016-2017 a démarré en mai 2018 dans le cadre des travaux de la révision contractuelle. En date du 28 février 2019, un comité de pilotage a été tenu et a validé les propositions de la commission mixte SPC/Lydec présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir :

- régulariser par Lydec dans le cadre du bilan des passifs un montant de 14,1 Mdh.

III- Dossier de la retraite-Partie antérieure au 30/09/2003

Pour rappel, en date du 27 avril 2018, le comité de pilotage invite la CTP à finaliser la vérification des montants réclamés par les parties, Lydec et SPC/AD, relatifs au dossier de la retraite datant de la période antérieure à 2003 :

1. pensions versées par Lydec en lieu et place de la CCR ;

2. cotisations collectées ;

3. participation de Lydec au ticket d'entrées RCAR.

En date du 28 février 2019, un comité de pilotage a été tenu et a validé les propositions de la commission mixte SPC/Lydec présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir :

• porter au profit de l'AD dans le cadre du bilan des passifs un montant de 74,8 Mdh.

ETAT DU FONDS DE TRAVAUX

SOLDE DU COMPTE FONDS DE TRAVAUX AU 30 JUIN 2019 :

	MONTANT AU 31 DECEMBRE 2018	MONTANT AU 30 JUIN 2019
Solde du compte Fonds de Travaux	162 848 939,91	248 381 671,14

FUNCTIONNEMENT DU COMPTE FONDS DE TRAVAUX

Lydec gère le compte Fonds de Travaux pour le compte et sous le contrôle de l'Autorité déléguée, sans impact sur le résultat, situation nette et patrimoine du délégataire. Les ressources de ce compte sont constituées des frais de raccordement aux réseaux et contribuent au financement des infrastructures pour répondre aux enjeux majeurs de développement du Grand Casablanca. L'ensemble des ouvrages financés par le Fonds de Travaux sont propriété de l'Autorité déléguée.

Les modalités de fonctionnement du compte Fonds de Travaux sont définies dans l'annexe 11-3 du contrat de gestion déléguée. Cette annexe précise notamment la nature des opérations au crédit et au débit de ce compte.

SITUATION DU FONDS DE TRAVAUX VIS-A-VIS DE L'ADMINISTRATION FISCALE

- Par courrier en date du 30 juin 2014, l'Administration Fiscale demande la fiscalisation des ressources de ce Fonds et le dépôt de déclarations d'impôt sur les sociétés et de TVA séparées, estimées par celle-ci respectivement à 488 Mdh et 325 Mdh sur la période 2009-2012. Lydec et l'Autorité déléguée, en coordination étroite avec l'Autorité de tutelle, la Direction des Régies et des Services Conçus du Ministère de l'Intérieur, ont fait valoir auprès de l'Administration Fiscale et au regard des spécificités du Fonds de Travaux le caractère non-assujettissable du Fonds de Travaux à cette imposition.

- En date du 8 août 2014, après avoir consulté toutes les parties prenantes au contrat de gestion déléguée, Lydec a adressé une lettre de réponse à la Direction Régionale des Impôts dans laquelle elle apporte les arguments à l'appui de cette analyse.

- Une réunion a été tenue avec la DRI sur le sujet en date du 04 novembre 2014. A la suite de cette réunion, une dernière note reprenant et complétant les arguments développés à l'appui de la position de la Lydec et de l'Autorité déléguée a été adressée à la DRI.

- Les échanges sont encours entre l'Administration Fiscale et les parties prenantes au contrat de gestion déléguée.

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2019



LYDEC S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2019

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société LYDEC S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges et une sélection des notes annexes les plus significatives relatifs à la période allant du 1er janvier au 30 juin 2019. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant MAD 1 716 732 736,17 dont un bénéfice net de MAD 89 024 882,02 relève de la responsabilité des organes de gestion de la société LYDEC S.A.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société établis au 30 juin 2019, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les deux points suivants :

- Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 30 juin 2019 avec une créance envers la CUC d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées, correspondant à la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précises que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004. Le comité de suivi du 28 février 2019 a arrêté le montant de cette créance à MMAD 100,5 à rembourser à travers un compte dédié dont le financement reste à définir.

Dans le même cadre, Lydec enregistre une créance envers l'Autorité déléguée d'un montant de MMAD 199 au 30 juin 2018, représentant les versements effectués à la CNRA, au titre du régime complémentaire de la retraite (RECORE) et visant à maintenir les pensions du personnel statutaire en départ à la retraite au même niveau que celui qui était garanti par la CCR. Le comité de suivi, réuni le 27 avril 2018, a reconnu la créance correspondant aux versements effectués à la CNRA et a arrêté son montant au 31 décembre 2018 à MMAD 106.

- Au 30 juin 2019, les créances nettes Bidonvilles s'élevaient à MMAD 196 TTC et sont majoritairement antérieures à 2018. Selon le management, suite aux demandes des autorités locales, Lydec n'est pas en mesure de mettre en œuvre auprès de cette clientèle les actions de recouvrement prévues par le Contrat de Gestion Déléguée notamment la coupure. Des discussions ont été initiées avec l'Autorité déléguée, dans le cadre de la révision du Contrat de Gestion Déléguée, pour déterminer les modalités de recouvrement de ces créances.

Casablanca, le 27 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

 Micham DHOUB
 Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

 Adriane LOUKILI
 Associé